

ARRÊTÉ DU MAIRE
N° 2025_PM_11418 T

Réparation de conduite télécom – Rue de l'Échelle
Règlementation de la circulation et du stationnement

La Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1, L. 2213-2,

Vu le code de la Route et notamment les articles R 411-25 et 411-8,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie, signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel en date du 6 novembre 1992,

Vu la demande formulée par l'entreprise DA SOLUTIONS, dont le siège social se situe 13 Avenue d'Aygu, 26200 Montélimar, en date du 6 mai 2025,

Considérant qu'il est nécessaire de réglementer la circulation ainsi que le stationnement rue de l'Échelle afin de permettre la réparation d'une conduite télécom en toute sécurité au droit du n° 16 de ladite rue,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer la sécurité des usagers se trouvant sur le domaine public,

ARRÊTE

Article 1 : L'entreprise DA SOLUTIONS est autorisée à effectuer la réparation d'une conduite télécom au droit du n° 16 de la rue de l'Échelle, pendant 2 journées consécutives comprise entre le **lundi 26 mai 2025 et le vendredi 13 juin 2025, de 8h00 à 18h00.**

Article 2 : La circulation est strictement interdite à tout véhicule rue de l'Échelle, pendant 2 journées consécutives comprises entre le **lundi 26 mai 2025 et le vendredi 13 juin 2025, de 8h00 à 18h00**, à l'exception des véhicules appartenant à l'entreprise DA SOLUTIONS.

Article 3 : L'entreprise DA SOLUTIONS est autorisée à stationner ses véhicules au droit du chantier, pendant toute la durée des travaux.

Article 4 : La signalisation en vigueur sera fournie, mise en place, entretenue et déposée par le demandeur, en accord avec les Services Techniques Municipaux et le responsable de Service de la Police Municipale.

Article 5 : L'entreprise chargée des travaux demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution de ces travaux ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection de chantier.

Article 6 : Les services de Police sont habilités à relever les contraventions concernant cette réglementation dont procès-verbal sera établi et poursuivi devant la juridiction compétente.

Article 7 : Cette décision administrative est contestable dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Poitiers, à compter de la notification de la décision ou de l'extinction du délai imparti à l'administration pour répondre à la demande en cas de décision implicite de rejet. Ce recours peut être précédé, pendant ce même délai, d'un recours administratif (recours gracieux). Toute décision de l'administration établie en réponse au recours administratif, qu'il s'agisse d'une décision expresse de rejet ou d'une décision implicite de rejet née du silence gardé par l'administration pendant deux mois, peut être déférée au Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de son intervention.

Article 8 : M. le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-Jean-d'Angély, M. le Commandant de la Gendarmerie Nationale, le responsable de Service de la Police Municipale, l'entreprise DA SOLUTIONS, sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Publication dématérialisée le :

L'Adjointe au Maire,
Déléguée à la Sécurité,
Marylène JAUNEAU

